

A L'AIDE DE LA REVOLUTION ALGERIENNE!

GENOCIDE

C'est beau la France, c'est grand, c'est généreux, etc... Ce vieux thème a été remis à jour avec beaucoup de bruit par de Gaulle. Mais que ne se cache-t-il pas derrière?

Dans son dernier numéro, « l'Express » observe que le chiffre officiel de la population musulmane d'Algérie, fourni le 27 juin, de 8 millions 850.000 personnes au 1^{er} janvier 1959, indique une différence en moins de 700.000 personnes, par rapport au chiffre d'octobre 1954 augmenté conformément au taux de natalité actuel.

Même si l'on tient compte du nombre des fellaghas ou des réfugiés au Maroc et en Tunisie qui n'ont pu être dénombrés par les autorités françaises en Algérie, on n'est pas loin d'un chiffre de 600.000 personnes qu'on peut difficilement placer ailleurs que dans la catégorie des tués ou massacrés.

Les dirigeants de la Révolution algérienne et les représentants de plusieurs Etats africains et asiatiques avaient accusé, devant l'O.N.U., le gouvernement français de pratiquer en Algérie une politique de génocide, de massacre de populations entières. Cette accusation avait été repoussée avec une indignation vertueuse par tous les gouvernements français qui se sont succédés. Mais, comment expliqueront-ils maintenant cette disparition dans le recensement d'environ 600.000 personnes?

Ils n'expliqueront pas, ils réprimeront plus fortement ceux qui luttent pour arrêter le carnage impérialiste.

LA PAIX DES BRAVES...

On ne leur demandait pas aux Algériens de capituler, on les traitait en soldats, en combattants, etc., etc...

Mais voici qu'en Algérie le bourreau a repris son travail. Des combattants faits prisonniers ont été condamnés à la peine capitale et guillotins. Au même moment, les Algériens — ces bandits! — libéraient des soldats et des civils qu'ils avaient faits prisonniers.

A Fresnes, contre la grève de la faim, le gouvernement a osé faire supprimer l'eau dans les cellules. Cette grève fut interrompue à la suite de promesses d'accorder aux détenus algériens un régime plus décent. Aux dernières nouvelles, les détenus algériens auraient été dispersés dans diverses prisons. Cette mesure signifie-t-elle une tentative de briser la cohésion des prisonniers?

IL FAUT SAUVER AISSAT IDIR

La délégation de l'U.G.T.A. à Tunis a adressé un appel dont nous reproduisons les passages suivants:

« Premier Secrétaire de l'U.G.T.A. et l'un de ses fondateurs, Aissat Idir a été arrêté le 23 mai 1956 pour ses activités syndicales et interné au camp de concentration de Berrouaghia, puis successivement détenu aux camps de Saint-Leu, Afrou et Bossuet.

En mai 1957, il fut transféré dans un avion militaire à Alger, interrogé et torturé par les parachutistes pour être dirigé de nouveau sur les camps de concentration d'Arcole d'abord, de Bossuet ensuite.

En septembre 1958, il fut extrait du Camp et incarcéré à la prison civile de Barberousse à Alger, sous l'inculpation « d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat » français.

Le 12 janvier 1959, il devait passer, ainsi que de nombreux responsables et militants de l'U.G.T.A., devant le Tribunal permanent des Forces Armées Françaises d'Alger. Sa défense fut assu-

rée notamment par M^r Henri Rollin, ministre d'Etat et sénateur belge constitué par la C.I.S.L.

Le 13 janvier 1959, le Tribunal militaire français prononça son acquittement.

Ainsi, pendant près de trois ans, il fut privé par une mesure arbitraire équivalant à une véritable « lettre de cachet », et cela, uniquement en raison de son activité syndicale.

Son cas est semblable à celui de milliers d'autres Algériens dont plusieurs centaines de dirigeants syndicalistes.

Examinant la situation de ces « assignés à résidence », la commission de sauvegarde des droits et libertés individuels instituée par le Gouvernement Guy Mollet n'a pas hésité, elle-même, à la qualifier de « véritable séquestration ».

Cependant, malgré son acquittement, Aissat Idir n'a pas été remis en liberté et pendant deux mois, ni sa famille, ni ses avocats n'ont pu avoir de ses nouvelles.

Après de multiples et vains efforts déployés tant par la C.I.S.L. que par la défense pour obtenir l'autorisation d'une visite auprès d'Aissat Idir, les autorités d'Alger opposèrent le refus le plus catégorique.

Ayant été accusées à donner des explications ces mêmes autorités prétendirent qu'il avait tenté de mettre fin à ses jours et annonçèrent qu'il était hospitalisé.

A la suite d'une nouvelle tentative, un avocat put enfin se rendre auprès d'Aissat qui nia formellement avoir voulu se suicider, bien que l'entretien se soit déroulé en présence d'un officier et d'une sentinelle armée. Aissat avait cependant de graves brûlures aux jambes.

La thèse du suicide maintes fois avancée par les responsables français ne trompe plus personne, maintenant.

En fait Aissat Idir avait été affreusement torturé au chalumeau par les parachutistes et cela après son acquittement.

Tous les efforts déployés auprès du Gouvernement français pour qu'une quelconque mesure intervienne en faveur d'Aissat Idir ont échoué. La situation dans laquelle il se trouve aujourd'hui est des plus inquiétantes.

LA VIE D'AISSAT IDIR EST EN DANGER.

TRAVAILLEURS DU MONDE!

Vos camarades travailleurs mènent une lutte sanglante contre les forces colossales du colonialisme français en Algérie. C'est une lutte pour la dignité et la vie, pour l'émancipation et la promotion de la classe ouvrière algérienne, pour la Libération de tout un Peuple.

La classe ouvrière mondiale qui a toujours été à l'avant-garde du combat pour la Liberté, la Paix et le Progrès a le devoir, maintenant, d'être aux côtés du Peuple et des Travailleurs Algériens dans leur lutte... »

Les organisations ouvrières françaises, et en premier lieu les organisations syndicales doivent intervenir pour sauver Aissat Idir.

DES PROPOS A RETENIR

Au Congrès de l'Internationale socialiste, Jules Moch s'est permis de dire:

« Nous partageons sur le problème algérien l'opinion du peuple français. Les jeunes Français, après dix-huit mois de service militaire, rentrent chez eux [mensonge, c'est après 27 mois et même plus] farouchement patriotes et demandent qu'on en finisse par les armes avec le problème algérien. Nous sommes des politiciens, nous devons tenir compte des réalités et de la volonté du peuple. »

Inutile de commenter une telle ignominie. Il faut la mettre de côté dans les dossiers pour le

jour où il y aura des comptes à rendre à des tribunaux populaires.

LE FASCISME SE MONTRE...

C'est d'une façon très discrète que la presse — y compris, hélas, la presse du P.C.F. — mentionne les actes de groupes fascistes qui, en France, commencent à se faire la main sur les travailleurs nord-africains.

Ainsi l'assassinat d'un jeune Tunisien à Marseille par un groupe fasciste.

Ainsi les agressions commises à Paris même le 14 juillet par les paras.

On ne peut pas du tout se satisfaire d'une prétendue victoire obtenue à Lyon dans le fait de la tenue d'un meeting après l'agression contre Servan-Schreiber de « l'Express ».

Les fascistes ne sont pas en état de dresser à présent des formations de masse; leurs troupes de choc — en dehors des formations spéciales dans l'armée — sont numériquement réduites, et elles ne pourraient attaquer un grand meeting qu'avec la complicité et les encouragements des autorités — ce que celles-ci ne croient pas indiqué de faire à présent.

Mais ces petits groupes sont organisés, armés. Ce n'est pas avec des phrases sur la démocratie à rénover qu'on les rendra incapables de nuire.

Le Congrès du S. N. I.

Le Congrès annuel du S.N.I. a toujours présenté un intérêt politique, du fait que l'unité syndicale maintenue dans son sein assurait dans une certaine mesure l'affrontement de divers courants du mouvement ouvrier et indiquait les

Mais le S.N.I. constituait, au moins autant que forces auxquelles ces courants étaient soumis, les autres grandes formations syndicales et politiques, une pièce de l'Etat démocratique. Et, pas plus que ces formations, le S.N.I. ne s'est réellement réorienté et réarmé pour lutter dans le nouveau régime de pouvoir personnel. Il eut d'ailleurs été peu vraisemblable que l'exemple sur ce point puisse venir de la part du S.N.I., non qu'il n'y ait dans cette organisation un grand nombre de militants révolutionnaires, mais parce que dans sa masse, ce syndicat est imbu de conceptions démocratiques petites bourgeoises et franc-maçoniques.

Au Congrès de cette année, il était inévitable que l'accent fut mis sur la défense de l'école laïque dangereusement menacée par le régime gaulliste. Mais il faut bien comprendre que c'est là un terrain de bataille où le mouvement ouvrier se trouve très aisément placé sous la direction de bourgeois, petits et même grands. La réaction, en France comme dans d'autres pays, a soulevé cette question de « l'école sans Dieu » qui lui permet de spéculer sur les préjugés de couches arriérées des masses laborieuses et ainsi de tenter de diviser le front des travailleurs. La lutte contre la réaction sur ce plan est indispensable, mais elle ne peut et ne doit en aucun cas être la pièce principale de la lutte contre le nouveau régime.

La seule discussion un peu passionnée a opposé la direction Forestier défendant la plate-forme du M.S.U.D. et les délégués stalinien. Ceux-ci, se trouvant prisonniers de la politique antunitaire de la direction du P.C.F. et de la C.G.T., étaient dans l'incapacité de montrer le véritable caractère de l'opération M.S.U.D., qui ne vise pas à réaliser l'unité syndicale, mais à exploiter l'affaiblissement de l'autorité de la direction stalinienne au profit d'une direction réformiste dans le mouvement syndical.